

DDADT -

DEC_2025_404

Nomenclature 3.1.1

Modification de la décision n°18-155 portant sur l'acquisition de la parcelle cadastrée section ZH n°14p dans la ZAC Centre Atlantique sur la commune de Saint Georges des Coteaux.

Le Président de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu les statuts de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo annexés à l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique et comprenant entre autres la « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »,

Vu la délibération n°2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 juillet 2020, portant élection du Président de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo,

Vu la délibération n°2023-174 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2023, transmise au contrôle de légalité le 10 octobre 2023, portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°19, qui autorise le Président à « négocier et procéder aux acquisitions de biens immobiliers d'un montant inférieur ou égal à 20 000€ par acte notarié ou par acte en la forme administrative »,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 11 octobre 2012 approuvant la création d'une Z.A.C d'activités économiques en extension du Parc Les Coteaux à Saint Georges des Coteaux,

Vu la délibération n°2013-65 du Conseil Communautaire en date du 10 avril 2013 portant approbation du Programme des Equipements Publics et du dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique,

Vu la délibération n°2021-191 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021, transmise au contrôle de légalité le 02 décembre 2021, portant modification du dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique,

Vu la délibération n°2021-192 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021, transmise au contrôle de légalité le 02 décembre 2021, portant approbation du Programme des Equipements Publics modifié de la ZAC Centre Atlantique,

Vu la décision n°18-155 en date du 16 juin 2018, transmise au contrôle de légalité le 18 juin 2018, portant sur l'acquisition de la parcelle cadastrée section ZH n°14p de la ZAC Centre Atlantique sur la commune de Saint Georges des Coteaux appartenant à Madame

Considérant que la présente décision vient modifier la décision n°18-155 susvisée afin de régulariser la référence cadastrale établie suite au bornage dressé le 09 juillet 2025,

Considérant que l'acquisition porte désormais sur la parcelle cadastrée section ZH n°270 (issue de la parcelle ZH n°14),

Considérant que la superficie ainsi que le prix d'acquisition restent inchangés,

Considérant que le montant de cette acquisition est inférieur au seuil de consultation du service du Domaine,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget annexe 05 ZAC Centre Atlantique, opération 200,

DECIDE

ARTICLE 1 : De procéder à l'acquisition par Saintes Grandes Rives l'Agglo de la parcelle cadastrée section ZH n°270, sur la commune de Saint Georges des Coteaux, d'une superficie de 1 593m² appartenant à Madame à 3€ H.T le mètre carré, soit un montant total de 4 779€ H.T.

ARTICLE 2 : D'autoriser le Président de Saintes Grandes Rives l'Agglo, ou son représentant en charge notamment de l'Aménagement du territoire, à signer tous les documents et actes notariés à intervenir nécessaires à l'acquisition de ladite parcelle selon les conditions susmentionnées.

ARTICLE 3 : La présente décision est publiée au registre des décisions.

ARTICLE 4 : En application des dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

ARTICLE 5 : La Directrice Générale des services de Saintes - Grandes Rives - L'Agglo et le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission au contrôle de légalité le 10 DEC. 2025
et de sa publication le 10 DEC. 2025
et de sa notification le

Fait à Saintes, le 08 DEC. 2025

Le Président


Bruno DRAPRON



INFORMATION DES PROPRIÉTAIRES

DÉCRET N° 55-32 DU 4 JANVIER 1955 PORTANT RÉFORME DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Article 7 (partiel) - Tout acte ou décision judiciaire sujet à publicité dans un service chargé de la publicité foncière doit indiquer, pour chacun des immeubles qu'il concerne, la nature, la situation, la contenance et la désignation cadastrale (section, numéro de plan, lieu-dit).

DÉCRET N° 55-471 DU 25 AVRIL 1955 RELATIF À LA RÉNOVATION ET À LA CONSERVATION DU CADASTRE

Article 25 (partiel) - Tout changement de limite de propriété, notamment par suite de division, trébuchement, partage, doit être constaté par un document d'arpentage établi aux frais et à la diligence des parties et certifié par elles, qui est soumis au Service du Cadastre préalablement à la rédaction de l'acte réalisant le changement de limite, pour vérification et surbrassage des nouveaux lots de propriété.

L'établissement des documents d'arpentage relève de personnes agréées par le directeur général des finances publiques, dont la liste est rendue publique et consultable sur le site Internet www.cadastre.gouv.fr. L'arrêté du 22 septembre 1997 relatif à l'information des consommateurs sur les prix des prestations topographiques dispose que, préalablement à l'exécution des travaux, le professionnel remet un devis au consommateur, distinguant de manière très apparente les prestations exigées par une administration ou par une collectivité publique des autres prestations effectuées au gré des clients (bornage, arpentage, etc.). Cette obligation s'applique également à la note d'honoraires. L'arrêté précise aussi l'obligation d'affichage du prix des prestations.

RÉUNIONS DE PARCELLES. - Elles interviennent à la demande ou avec l'accord des propriétaires. Les parcelles à regrouper doivent appartenir au même propriétaire, être contiguës et présenter la même situation au regard du schéma immobilier (parcelles toutes non publiées ou toutes publiées au service de la publicité foncière et, en principe, non grevées de droits réels).

DIVISIONS DE PARCELLES. - Elles sont opérées à la demande des propriétaires.

APPLICATION D'UN PROCÈS-VERBAL D'ARPENTAGE OU DE BORNAGE. - Elle est effectuée à la demande des propriétaires. Elle a pour effet de mettre en concordance la contenance cadastrale avec la contenance arpentée dès lors que cette opération peut être effectuée sans remettre en cause les limites figurées au plan cadastral. En cas de bornage et sous la même condition, elle provoque la représentation des bornes au plan cadastral (sigle conventionnel).

DEMANDE DES PROPRIÉTAIRES

Nous soussigné(e)s : M. M.

Saintes Grandes Rives, L'Agglo.

demandons l'application du présent document d'arpentage selon les modalités définies en page 1.

À Saint-Georges-des-Coteaux le 05/01/2025

Signature(s) (1) :

☒ du (ou des) propriétaire(s) (2)

☐ du mandataire autorisé par le pouvoir joint (2)

SAINTE GRANDES RIVES, L'AGGLO
M. le Président

*En délégation de pouvoir de
Président délégué,
M. le Président*

Mme

[Signature]

LE SERVICE DU CADASTRE

Après vérification (1) :

☐ section le présent document d'arpentage

☐ rejette le présent document d'arpentage et joint une note explicative du (ou des) motif(s) de rejet

Cachet du service

À

le

(1) Cocher la case correspondante.

(2) Préciser le nom, prénom et, s'il s'agit d'une personne morale, la qualité du signataire.

département		
CHARENTE-MARITIME		
commune		
Saint-Georges-des-Coteaux		
parcelle	section	feuille
000	20	1

PROCÈS-VERBAL DE DÉLIMITATION (1)

Document établi pour (2) :

- ☒ modifier le parcellaire cadastre selon les énonciations d'un acte à publier
- ☐ modifier le parcellaire cadastre selon les énonciations du présent document
- ☐ appliquer un plan d'arpentage ou un procès-verbal de bornage selon les indications du présent document (sans modifier les limites parcellaires figurées au plan cadastre et sans acte à publier)

- ☐ lotissement
- ☐ appropriation
- ☐ aménagement foncier agricole forestier et environnemental

DÉSIGNATION DES PARTIES

propriétaire(s) avant modification

M. M.

Saintes Grandes Rives, L'Agglo.

propriétaire(s) après modification

M. M.

Saintes Grandes Rives, L'Agglo.

SIGNATURE ET CACHET DE LA PERSONNE HABILÉE À ÉTABLIR LE DOCUMENT

Numéro d'inscription à l'ordre
des géomètres-experts :

05160

SYNDICAT - SAINTES

[Cachet du Syndicat des Géomètres-Experts de Saintes]

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

☐ PROCÈS-VERBAL 6400 N EXP JOINT

Numéro :

DATE DE L'APPLICATION SUR POI

Envoyé en préfecture le 10/12/2025

Reçu en préfecture le 10/12/2025

Publié le 10/12/2025

ID : 017-200036473-20251208-2025_404DEC-AR

Commune :
SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX (336)

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

N° d'ordre du document d'arpentage : 14485
Document vérifié et numéroté le 09/10/2025
A PTOC La Rochelle

Par
Géomètre Principal
Signé

Cachet du service d'origine :

Pôle Topographique et de Gestion Cadastre
26 ave De Féilly BP 50905
Réception sur RDV

17020 La Rochelle cedex 1
Téléphone :

dgfip.finances.gouv.fr

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par le géomètre principal soussigné (3) a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;

B - En conformité d'un piquetage :
effectué sur le terrain ;

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont
copie ci-jointe, dressé le par
géomètre à

Les propriétaires ont eu pris connaissance des
informations portées au dos de la chemise 5463.

A le

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une acquisition (gîte acheté par voie de mise à disposition). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.

(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc. ...).

(3) Préciser les noms et qualité du signataire (l'un d'eux différent du propriétaire (translocataire, arroué, représentant qualifié de l'autorité agissant, etc. ...)).

Echelle d'édition : 1/10000
Date de édition : 09/10/2025
Support numérique :

D'après le document d'arpentage dressé

Par (2)

Réf. : A25089/250781

Le 29/07/2025

